



**Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG**  
**Rapport de l'Exercice 1974/75**  
**Geschäftsbericht 1974/75 Annual Report for 1974/75**





# **Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG**

Société Anonyme

**Rapport de l'Exercice 1974/75**

**Geschäftsbericht für das Jahr 1974/75**

**Report for the Year 1974/75**

Siège social: 68, Avenue de la Liberté, Luxembourg  
Registre de Commerce Luxembourg No B 9164  
Boîte Postale: 1813 · Téléphone: 49 78 51  
Télex: 2748 Service arbitrage  
2772 Service crédits  
Câble: deutschbanklux



**Table des matières  
Inhaltsverzeichnis  
Contents**

	Page
Rapport du Conseil d'Administration .....	7
Rapport du Commissaire .....	9
Bilan .....	10
Compte de Profits et Pertes .....	12

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates .....	13
Bericht des Prüfungskommissars .....	15
Bilanz .....	16
Gewinn- und Verlustrechnung .....	18

	Page
Report of the Board of Directors .....	19
Auditor's Report .....	21
Balance Sheet .....	22
Profit and Loss Account .....	24



**Membres  
du Conseil d'Administration**

Franz Heinrich Ulrich  
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG  
Président

Dr. Robert Ehret  
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG  
Vice-Président

Dr. Jean Louis Schrader  
Consul  
Administrateur

Hans-Otto Thierbach  
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG  
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck  
Administrateur-Directeur Général

**Commissaire  
de Surveillance**

Dr. Klaus Mertin  
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG

**Direction**

Dr. Ekkehard Storck  
Directeur Général

Dirk Stein  
Directeur Adjoint

Kurt Geyer  
Sous-Directeur

Wolfgang Matthey  
Sous-Directeur

Wolfgang Ströher  
Sous-Directeur



# Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 février 1976 sur l'exercice 1974/75

## Aperçu général

Au cours de l'exercice écoulé, un nombre croissant de chômeurs et un produit national brut en régression caractérisaient presque toutes les économies occidentales. La récession persistant depuis longtemps dans les diverses nations industrielles a entraîné, pour la première fois depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, un recul du volume du commerce mondial. En raison de cette évolution et de l'essor vigoureux des exportations vers les pays de l'OPEP, les déséquilibres extrêmes des balances des paiements observés entre les grandes nations industrielles et les Etats de l'OPEP ont pu être résorbés. Simultanément, la situation financière des pays du «quart monde» s'est toutefois encore aggravée.

Outre les opérations commerciales, l'euromarché avait essentiellement pour tâche en 1974 de contribuer à financer les déficits des balances des paiements des grands pays industriels. En 1975, ce marché était principalement axé vers le financement de projets industriels et du commerce mondial, la structure des pays débiteurs a connu une mutation frappante en faveur des pays en voie de développement; leur quote-part dans les nouveaux crédits dont on a eu connaissance atteignait 68% environ (1974: 28%) contre 17% (1974: 65%) pour les pays industriels de l'Occident. Une série d'Etats de l'OPEP se sont aussi considérablement endettés en raison de leurs programmes ambitieux d'industrialisation; ils réunissaient un tiers des crédits contractés par les pays en voie de développement au cours de l'année sous revue. Les pays à commerce d'Etat, avaient également avec 12% du volume global (1974: 5%) une part croissante dans les crédits nouvellement contractés. Grâce à son adaptation rapide à cette mutation, l'euromarché est devenu une fois de plus un facteur stabilisateur pour les marchés financiers internationaux.

Après le ralentissement de fin 1974, les opérations portant sur des euro-crédits à moyen terme ont connu une reprise appréciable dans le courant de 1975. Durant l'exercice sous revue, le volume des crédits accordés s'élevait à 16 milliards de dollars US environ. Dans ce contexte, le groupe de pays en voie de développement, y compris quelques Etats de l'OPEP, sont apparus pour la première fois dans l'histoire de l'euromarché comme gros l'emprunteurs individuels. En raison de l'expérience faite lors de la crise de confiance de l'année 1974, les opérateurs présents sur le marché ont étendu le volume des crédits en prenant les mesures nécessaires pour pa-

rer aux risques. C'est ainsi que l'on pouvait observer une prudence accrue dans le choix des débiteurs d'après leur solvabilité ainsi qu'une structure des conditions stable. Vers la fin de 1975, on discernait toutefois ça et là des ébauches de resserrement des marges et de prolongation des durées des crédits (jusqu'à 7 ans).

Les taux d'intérêt qui avaient atteint un niveau maximum en 1974, ont fléchi durant de la période sous revue. Sous l'influence de la politique monétaire expansive des grands pays industriels, ce recul des taux d'intérêt s'est poursuivi – mises à part quelques brèves interruptions – jusqu'en octobre sur les grands marchés financiers. Seul le taux d'intérêt pour le dollar US s'est redressé fin août pour se stabiliser à un niveau légèrement plus élevé. En 1975, les plus gros opérateurs sur le marché monétaire étaient, comme l'année précédente, les Etats de l'OPEP et les investisseurs des nations industrielles de l'Occident. Notons à ce sujet que les dépôts des Etats de l'OPEP ont progressivement diminué au cours de l'année, tandis que ceux en provenance des pays industriels de l'Europe et des Etats-Unis gagnaient en importance.

Après une période de déclin de deux ans, les opérations sur euro-obligations ont enregistré une reprise en 1975. Cette évolution a seulement été temporairement freinée par la suspension des émissions d'emprunts étrangers libellés en DM. Le volume global des emprunts internationaux placés parmi le public s'élevait en 1975 à environ 7,4 milliards de dollars US (1974: 1,7 milliard). Parallèlement aux marchés des eurodevises, les durées des emprunts internationaux se limitaient en majeure partie au secteur du moyen terme.

En 1975 l'euromarché affichait l'optimisme qui se reflétait dans une croissance encore inespérée fin de 1974. Cette évolution très satisfaisante résulte essentiellement du fait que le marché a surmonté de façon rapide et flexible les difficultés qui le grevaient. Somme toute, on peut aussi donner des pronostics favorables pour l'avenir prévisible sur l'évolution future du marché. Avec une croissance persistante, même si elle est modérée, ce dernier pourra aussi être considéré à l'avenir comme une alternative indispensable et intéressante aux marchés monétaires et aux marchés du crédit nationaux. Espérons que les opérateurs resteront conscients de leur responsabilité et qu'ils maintiendront l'euromarché en état de fonctionner en agissant de façon raisonnable.

#### Développement des activités de notre banque

Depuis sa création en 1970, la Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG s'occupe exclusivement de financements à court, à moyen et à long terme ainsi que d'opérations sur le marché monétaire et sur valeurs mobilières à l'échelle internationale. En dépit de la situation généralement difficile sur les marchés financiers, notre banque est parvenue, grâce à ses efforts à consolider encore sa position durant l'exercice écoulé, le 5e depuis sa création.

Le total du bilan a augmenté de 56,0 milliards de Flux (3,6 milliards de DM), passant à 142,1 milliards de Flux (9,1 milliards de DM), ce qui représente l'expansion du volume de nos affaires la plus importante enregistrée jusqu'à présent.

Ce sont les opérations de crédit qui ont essentiellement contribué à cette évolution. En effet, elles ont presque doublé, surtout en raison de la reprise vigoureuse de la demande en provenance de la République Fédérale d'Allemagne. Notre activité dans le secteur des crédits s'est concentrée, comme par le passé, sur la syndication d'importants crédits internationaux, les emprunteurs se trouvant de plus en plus parmi les organismes publics, les banques centrales et les entreprises multinationales. A la date de clôture du bilan, le volume global des crédits s'établissait à 96,8 milliards de Flux (6,2 milliards de DM) contre 52,4 milliards de Flux (3,4 milliards de DM) une année auparavant, leur quote-part dans le total du bilan passant à 68%.

Avec l'expansion persistante des opérations de crédit, notre politique d'affaires a été orientée, comme toujours, sur la solvabilité des débiteurs et sur des conditions conformes au marché. Le volume de nos engagements roll-over est limité à un montant maximum.

La crise de confiance observée sur l'euromarché étant surmontée, notre activité dans le secteur des opérations monétaires s'est à nouveau animée, ce qui se traduit par l'augmentation de nos créances sur établissements de crédit.

Les besoins supplémentaires de fonds de refinancement, nés du développement de nos opérations d'actif, ont été couverts par des emprunts auprès d'établissements de crédit. Nos engagements envers les banques, et les établissements financiers se sont accrus de 58,5 milliards de Flux (3,8 milliards de DM), atteignant 130,1 milliards de Flux (8,4 milliards de DM). Notre banque a

de nouveau générés des dépôts considérables de banques centrales étrangères.

Après avoir accusé une forte progression l'année précédente, les dépôts de la clientèle se sont trouvés ramenés à 5,5 milliards de Flux (0,4 milliard de DM); leur quote-part toujours faible dans les dépôts de tiers s'élevait à 4% à la date de clôture du bilan.

**Les postes «Divers» à l'actif et au passif représentent des positions concernant essentiellement des intérêts à recevoir et des intérêts dus à la date de clôture du bilan.**

Après augmentation de la provision obligatoire pour amortissements forfaitaires, les «Provisions» figurent au bilan pour 702 millions de Flux (45 millions de DM). Une comparaison avec le montant de 1974 montre que ce poste du bilan, qui peut avoir le caractère de réserves, a été relevé à près du double. Pour les risques non prévisibles, nous avons donc pris des précautions suffisantes. Comme par le passé, le portefeuille-titres a été évalué en appliquant le principe de la plus faible valeur.

Notre banque a tenu compte de la forte expansion de ses affaires en augmentant le capital social en octobre 1975 de 600 millions de Flux (environ 40 millions de DM), celui-ci passant de 900 millions de Flux (environ 60 millions de DM) à 1.500 millions de Flux (environ 100 millions de DM). Afin de renforcer les fonds propres, il est de plus prévu d'affecter aux réserves un montant de 570 millions de Flux (37 millions de DM) prélevées sur le bénéfice de l'exercice clôturé le 30 septembre 1975. Après cette affectation, nos fonds propres s'élèveront à 2.649 millions de Flux (170 millions de DM).

Nous tenons ici à remercier nos collaborateurs qui, par leurs efforts inlassables, ont contribué à réaliser le résultat de l'exercice.

Nous proposons à l'Assemblée Générale d'approuver le bilan ainsi que le compte de profits et pertes au 30 septembre 1975 et de prendre les décisions suivantes concernant la répartition du bénéfice:

Affectation à la réserve légale	...	48.000.000,- Flux
Affectation à la réserve libre	...	522.000.000,- Flux
Conseil d'administration et		
Commissaire	...	2.250.000,- Flux
Report à nouveau	...	398.474,- Flux
		572.648.474,- Flux

	Situation à la fin de l'exercice						
	– en millions de Flux –		1974/75	1973/74	1972/73	1971/72	1970/71
Total du bilan .....			142.052	86.052	61.796	35.984	29.428
Avoirs en banque							
a) à vue/résultant d'opérations d'arbitrage .....			40.332	30.436	31.674	12.518	11.870
b) crédits aux banques .....			10.601	10.836	5.722	4.130	1.686
Total .....			50.933	41.272	37.396	16.648	13.556
Débiteurs divers .....			83.998	38.667	21.099	17.832	15.119
Volume des crédits .....			96.827	52.414	27.350	22.195	16.873
(Crédits aux banques, débiteurs divers/établissements financiers non bancaires, portefeuille-effets)							
Engagements envers les banques/établissements financiers non bancaires			130.099	71.615	55.999	31.789	26.120
Capital et réserves .....			1.479	1.137	709	434	420
Provisions (ayant le caractère de réserves) .....			702	353	158	150	154
Bénéfice au bilan .....			573	344	128	96	15

Luxembourg, le 14 janvier 1976

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 février 1976

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG et, conformément à l'article 25 des statuts de la société, j'ai examiné les comptes de fin d'exercice au 30-9-1975 présentés par le Conseil d'Administration.

L'examen des comptes de fin d'exercice m'a amené à constater que ceux-ci sont en conformité avec les écritures comptables de la société et les dispositions légales.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 30-9-1975 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 14 janvier 1976

LE COMMISSAIRE

**Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG**

**Actif**

	Francs	Francs	30-9-1974 en 1000 LF
<b>Disponible et réalisable</b>			
Disponibilités:			
caisse .. . . . .	167.238		123
avoirs en banque à vue*) .. . . . .	<u>26.738.184.035</u>		13.504.260
Avoirs en banque à terme .. . . . .		26.738.351.273	13.504.383
Etablissements financiers non bancaires .. . . . .		24.195.052.977	27.767.990
Portefeuille-effets .. . . . .		1.802.860.519	2.648.569
Débiteurs divers:			
gagés .. . . . .	31.150.004.194		19.364.247
non gagés .. . . . .	<u>52.847.725.459</u>		19.302.811
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers .. . . . .	435.564.669		411.202
autres valeurs à revenu fixe .. . . . .	<u>760.432.584</u>		701.629
Divers .. . . . .		1.195.997.253	1.112.831
Comptes fiduciaires .. . . . .		2.044.740.366	1.618.795
Immobilisé			
Participations .. . . . .		1.645.754.629	462.413
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées .. . . . .		1.498.159	5.931
		5.004.761	2.432
		<u>142.051.963.502</u>	<u>86.052.444</u>

\*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

# Bilan au 30 Septembre 1975

Passif

	Francs	Francs	30-9-1974 en 1000 LF
<b>Exigible</b>			
Engagements envers les banques à vue*) .. . . . .		54.946.638.269	32.345.831
Engagements envers les banques à terme .. . . . .		74.312.250.128	38.929.866
Etablissements financiers non bancaires .. . . . .		840.172.500	339.702
Dépôts et comptes courants:			
à vue*) .. . . . .	1.070.511.155		2.126.039
à terme .. . . . .	<u>4.403.213.148</u>		8.145.929
		5.473.724.303	10.271.968
Créanciers divers .. . . . .		1.757.605	1.595
Montants à libérer sur titres et participations .. . . . .		—	3.522
Divers .. . . . .		2.078.078.985	1.862.761
Comptes fiduciaires .. . . . .		1.645.754.629	462.413
<b>Non exigible</b>			
Capital souscrit et libéré .. . . . .	900.000.000		900.000
Réserve légale .. . . . .	31.000.000		13.000
Réserves libres .. . . . .	<u>548.000.000</u>		224.000
		1.479.000.000	1.137.000
Provisions .. . . . .		701.938.609	353.341
<b>Comptes de résultats</b>			
Bénéfice reporté .. . . . .	569.932		36
Bénéfice de l'exercice .. . . . .	<u>572.078.542</u>		344.409
		572.648.474	344.445
=====		142.051.963.502	86.052.444
=====			
<b>Comptes d'ordre</b>			
Actifs de la banque donnés en garantie .. . . . .		302.500	302
Crédits irrévocables .. . . . .		19.428.318.925	15.529.832
Cautions pour compte de tiers .. . . . .		281.616.524	152.161

## Compte de Profits et Pertes

	Francs	Francs	30-9-1974 en 1000 LF
<b>Débit</b>			
Intérêts et commissions .. . . . .		7.079.632.802	6.383.132
Frais généraux:			
personnel et organes .. . . . .	27.067.665		21.624
impôts, taxes et redevances .. . . . .	518.045.872		311.826
frais d'exploitation .. . . . .	<u>11.060.469</u>		9.416
		556.174.006	342.866
Provisions .. . . . .		461.746.677	195.343
Amortissements .. . . . .		1.421.542	915
Divers .. . . . .		270.450.069	261.234
<b>Bénéfice net</b> .. . . . .		<u>572.078.542</u>	<u>344.409</u>
		<u>8.941.503.638</u>	<u>7.527.899</u>
<hr/> <hr/>			
<b>Crédit</b>			
Intérêts et commissions .. . . . .		8.167.981.386	6.988.719
Revenus divers .. . . . .		660.372.616	539.180
<b>Virements des comptes de provisions</b> .. . . . .		<u>113.149.636</u>	—
		<u>8.941.503.638</u>	<u>7.527.899</u>
<hr/> <hr/>			

# Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 4. Februar 1976 über das Geschäftsjahr 1974/75

## Allgemeines

Im abgelaufenen Geschäftsjahr war die wirtschaftliche Entwicklung nahezu aller westlichen Volkswirtschaften durch zunehmende Arbeitslosenzahlen und schrumpfendes Bruttosozialprodukt gekennzeichnet. Die lang anhaltende Rezession in den einzelnen Industrienationen führte erstmals seit Ende des zweiten Weltkrieges zu einem Rückgang des Welthandelsvolumens. Aufgrund dieser Entwicklung und des starken Anstiegs der Exporte in die OPEC-Länder konnten die extremen Zahlungsungleichgewichte zwischen den großen Industrienationen und den OPEC-Staaten abgebaut werden. Gleichzeitig hat sich allerdings die Finanzlage der Länder der sogenannten Vierten Welt weiter verschärft.

1974 stand der Euromarkt neben dem kommerziellen Geschäft vor der Aufgabe, zur Finanzierung der Zahlungsbilanzdefizite der großen Industrieländer beizutragen. 1975 wandte sich der Markt vornehmlich der Finanzierung industrieller Projekte sowie des kommerziellen Welthandels zu. Die Schuldnerstruktur veränderte sich in auffälliger Weise zugunsten der Entwicklungsländer. Ihr Anteil an den bekannt gewordenen Neukrediten erreichte rd. 68% (1974: 28%) gegenüber 17% (1974: 65%) der westlichen Industrieländer. Auch eine Reihe von OPEC-Staaten verschuldete sich bedingt durch ihre umfangreichen Industrialisierungsprogramme in beachlichem Maße; auf sie entfiel ein Drittel der im Berichtsjahr von Entwicklungsländern aufgenommenen Kredite. Auch die Staatshandelsländer hatten mit 12% des Gesamtvolumens (1974: 5%) einen wachsenden Anteil an der Neuverschuldung. Die rasche Anpassung des Euromarktes an diese Veränderung ließ ihn erneut zu einem ausgleichenden Faktor der internationalen Finanzmärkte werden.

Das mittelfristige Eurokreditgeschäft konnte sich nach der rückläufigen Entwicklung Ende 1974 im Verlauf des Jahres 1975 kräftig erholen. Im Berichtsjahr waren Kreditzusagen in Höhe von rd. US\$ 16 Mrd. zu verzeichnen. Dabei traten erstmals in der Geschichte des Euromarktes Entwicklungsländer, einschließlich einiger OPEC-Staaten, als größere Einzelkreditnehmer auf. Die Ausdehnung des Kreditvolumens wurde von den Marktteilnehmern nach den Erfahrungen aus der Vertrauenskrise des Jahres 1974 unter strenger Wahrung der notwendigen Risikovorsorge betrieben. So war eine verschärfte Bonitätsauslese und die Beachtung eines stabilen Konditionengefüges zu beobachten. Gegen Ende des Jahres

1975 wurden allerdings vereinzelt Ansätze zu nachgebenden Margen und Verlängerungen der Laufzeiten (bis zu 7 Jahren) sichtbar.

Die Zinssätze, die im Jahre 1974 einen Höhepunkt erreicht hatten, gaben im Verlauf des Berichtszeitraumes nach. Unter dem Einfluß der expansiven Geldpolitik der großen Industrieländer setzte sich dieser Zinsabbau – von kurzen Unterbrechungen abgesehen – auf den wichtigsten Finanzmärkten bis in den Oktober hinein fort. Nur der Zinssatz für den US-Dollar zog Ende August an und stabilisierte sich auf einem etwas höheren Niveau. Bedeutendste Geldanleger waren 1975, wie im Vorjahr, die OPEC-Staaten und die Anleger der westlichen Industrienationen. Dabei nahmen die Geldanlagen der OPEC-Staaten im Verlauf des Jahres allmählich ab, während Depositen aus europäischen Industrieländern und den USA an Bedeutung gewannen.

Nach einem zweijährigen Schrumpfungsprozeß hat sich das Euro-Bond-Geschäft 1975 wieder erholt. Diese Entwicklung wurde lediglich durch den befristeten Emissionsstop für DM-Auslandsanleihen vorübergehend etwas abgeschwächt. Das Gesamtvolumen der internationalen öffentlichen Anleiheemissionen belief sich 1975 auf ca. US\$ 7,4 Mrd. (1974: US\$ 1,7 Mrd.). Parallel zu den Eurogeldmärkten beschränkten sich die Laufzeiten von internationalen Anleihen überwiegend auf den mittelfristigen Bereich.

Der Euromarkt zeigte im Jahre 1975 Optimismus, der sich in einem noch Ende des Jahres 1974 nicht erwarteten Wachstum widerspiegelte. Diese Entwicklung ist wesentlich darauf zurückzuführen, daß der Markt die ihm belastenden Schwierigkeiten rasch und flexibel bewältigt hat. Insgesamt läßt sich auch für die überschaubare Zukunft eine günstige Prognose für die weitere Entwicklung des Marktes stellen. Bei anhaltendem, wenn auch gedämpftem Wachstum, wird der Markt auch künftig von Kreditnehmern wie Anlegern als unentbehrliche und interessante Alternative zu den nationalen Geld- und Kreditmärkten zu sehen sein. Es ist zu hoffen, daß sich die Marktteilnehmer ihrer Verantwortung bewußt bleiben und durch vernünftiges Handeln die Funktionsfähigkeit des Euromarktes erhalten.

## Geschäftsentwicklung unserer Bank

Die Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG befaßt sich seit ihrer Gründung im Jahre 1970 ausschließlich mit kurz- und längerfristigen Finanzierungen sowie dem Geld- und Wertpapierhandel im internationalen Bereich. Die Bemühungen unserer Bank, ihre Marktposition weiter zu festigen, waren auch im abgelaufenen (5.) Geschäftsjahr trotz der allgemein schwierigen Situation an den Finanzmärkten erfolgreich.

Die Bilanzsumme erhöhte sich um 56,0 Mrd. LF (3,6 Mrd. DM) auf 142,1 Mrd. LF (9,1 Mrd. DM). Damit wurde die bislang größte Geschäftsausweitung vollzogen.

Den maßgeblichen Anteil an dieser Entwicklung trug das Kreditgeschäft, das sich insbesondere durch die wieder einsetzende starke Nachfrage aus der Bundesrepublik Deutschland fast verdoppelte. Der Schwerpunkt unserer Aktivitäten auf dem Kreditsektor lag nach wie vor in der Syndizierung internationaler Großkredite, wobei es sich bei den Kreditnehmern zunehmend um staatliche Stellen, Zentralbanken und multinationale Unternehmen handelte. Das gesamte Kreditvolumen betrug zum Bilanzstichtag 96,8 Mrd. LF (6,2 Mrd. DM) gegenüber 52,4 Mrd. LF (3,4 Mrd. DM) im Vorjahr; sein Anteil an der Bilanzsumme erhöhte sich auf 68%.

Bei der anhaltenden Ausdehnung des Kreditgeschäfts war unsere Geschäftspolitik unverändert auf Bonität der Schuldner und marktgerechte Konditionen ausgerichtet. Das Volumen unserer Roll-over-Engagements ist beträchtlich begrenzt.

Unsere Tätigkeit auf dem Geldhandelssektor hat sich nach Überwindung der Vertrauenskrise im Euromarkt wieder belebt; dieses findet seinen Ausdruck in der Zunahme unserer Forderungen an Kreditinstitute.

Der aus der Entwicklung unseres Aktivgeschäfts erforderliche Mehrbedarf an Refinanzierungsmitteln wurde durch Geldaufnahmen bei Kreditinstituten gedeckt. Die Verbindlichkeiten gegenüber Kredit-/Finanzinstituten sind um 58,5 Mrd. LF (3,8 Mrd. DM) auf 130,1 Mrd. LF (8,4 Mrd. DM) angewachsen. In beträchtlichem Umfange verwaltete die Bank wiederum Gelder von ausländischen Zentralbanken.

Nach einer starken Zunahme im Vorjahr ermäßigten sich die Einlagen von Kunden auf 5,5 Mrd. LF (0,4 Mrd. DM); ihr immer schon geringer Anteil an den Fremdmitteln betrug zum Bilanzstichtag 4%.

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten ebenso wie die „Sonstigen Passiva

und Rechnungsabgrenzungsposten“ vorwiegend bis zum Bilanzstichtag gerechnete Zinsforderungen und -verbindlichkeiten.

Nach Aufstockung der vorgeschriebenen Sammelwertberichtigung werden die „Rückstellungen und Wertberichtigungen“ mit 702 Mill. LF (45 Mill. DM) ausgewiesen. Ein Vergleich mit dem Stand des Vorjahres zeigt, daß diese Bilanzposition, der Rücklagencharakter zugeschrieben werden kann, auf nahezu das Doppelte angehoben worden ist. Für latente Risiken ist hiermit in ausreichendem Maße Vorsorge getroffen worden. – Bei der Bewertung der Wertpapiere wurde wiederum das Niederstwertprinzip angewandt.

Der starken Geschäftsausweitung hat unsere Bank Rechnung getragen, indem sie das Grundkapital im Oktober 1975 von 900 Mill. LF (rd. 60 Mill. DM) um 600 Mill. LF (rd. 40 Mill. DM) auf nunmehr 1500 Mill. LF (rd. 100 Mill. DM) erhöht hat. Ferner sollen aus dem Gewinn des am 30. 9. 1975 abgeschlossenen Geschäftsjahrs zur weiteren Stärkung der Eigenkapitalbasis 570 Mill. LF (37 Mill. DM) in die Rücklagen eingestellt werden. Nach erfolgter Zuweisung betragen die Eigenmittel 2649 Mill. LF (170 Mill. DM).

Unseren Mitarbeitern, die durch ihren tatkräftigen Einsatz zum vorliegenden Geschäftsergebnis beigetragen haben, sprechen wir auch an dieser Stelle unseren Dank aus.

Der Generalversammlung schlagen wir vor, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1975 zuzustimmen und über die Gewinnverwendung wie folgt zu beschließen:

Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage	48 000 000,- LF
Zuweisung zur freien Rücklage	... ... ... 522 000 000,- LF
Vergütung an Verwaltungsrat	
und Kommissar	... ... ... ... 2 250 000,- LF
Vortrag auf neue Rechnung	... ... ... 398 474,- LF
	<hr/>
	572 648 474,- LF

	Stand zum Geschäftsjahresende				
	– in Mill. LF –				
	1974/75	1973/74	1972/73	1971/72	1970/71
Bilanzvolumen	142 052	86 052	61 796	35 984	29 428
Forderungen an Kreditinstitute					
a) tägl. fällige/aus Zinsarbitragegeschäften	40 332	30 436	31 674	12 518	11 870
b) Kredite an Banken	10 601	10 836	5 722	4 130	1 686
insgesamt	50 933	41 272	37 396	16 648	13 556
Forderungen an Kunden	83 998	38 667	21 099	17 832	15 119
Kreditvolumen	96 827	52 414	27 350	22 195	16 873
(Kredite an Banken, Forderungen an Kunden/Sonstige Finanzinstitute, Wechselkredite)					
Verbindlichkeiten gegenüber Kredit-/Finanzinstituten	130 099	71 615	55 999	31 789	26 120
Grundkapital/Offene Rücklagen	1 479	1 137	709	434	420
Wertberichtigungen (mit Rücklagencharakter)	702	353	158	150	154
Bilanzgewinn	573	344	128	96	15

Luxemburg, den 14. Januar 1976

DER VERWALTUNGSRAT

## Bericht des Prüfungskommissars an die Ordentliche Generalversammlung vom 4. Februar 1976

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG ausgeübt und den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 30. 9. 1975 gemäß Artikel 25 der Satzung geprüft.

Als Ergebnis meiner Prüfung stelle ich fest, daß dieser

unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften ordnungsgemäß aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1975 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 14. Januar 1976

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

**Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG**

**Aktiva**

	Francs	Francs	30. 9. 1974 in 1000 LF
<b>Umlaufvermögen</b>			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand .. . . . .	167.238		123
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat ..	<u>26.738.184.035</u>	26.738.351.273	13.504.260
			13.504.383
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat .. . . . .		24.195.052.977	27.767.990
Forderungen an sonstige Finanzinstitute .. . . . .		1.802.860.519	2.648.569
Wechsel .. . . . .		424.973.912	262.042
Forderungen an Kunden:			
gesichert .. . . . .	31.150.004.194		19.364.247
nicht gesichert .. . . . .	<u>52.847.725.459</u>	83.997.729.653	19.302.811
			38.667.058
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen .. . . . .	435.564.669		411.202
andere festverzinsliche Wertpapiere .. . . . .	<u>760.432.584</u>		701.629
			1.195.997.253
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		2.044.740.366	1.112.831
Durchlaufende Kredite .. . . . .		1.645.754.629	1.618.795
			462.413
<b>Anlagevermögen</b>			
Beteiligungen .. . . . .		1.498.159	5.931
Betriebs- und Geschäftsausstattung .. . . . .		5.004.761	2.432
		<u>142.051.963.502</u>	<u>86.052.444</u>

# Bilanz zum 30. September 1975

## Passiva

	Francs	Francs	30. 9. 1974 in 1000 LF
<b>Fremde Mittel</b>			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat .. . . .		54.946.638.269	32.345.831
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat .. . . . .		74.312.250.128	38.929.866
Verbindlichkeiten gegenüber sonstigen Finanzinstituten .. . . . .		840.172.500	339.702
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat .. . . . .	1.070.511.155		2.126.039
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat .. . . . .	<u>4.403.213.148</u>		8.145.929
		5.473.724.303	10.271.968
Sonstige Verbindlichkeiten .. . . . .		1.757.605	1.595
Einzahlungsverpflichtungen .. . . . .		—	3.522
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		2.078.078.985	1.862.761
Durchlaufende Kredite .. . . . .		1.645.754.629	462.413
<b>Eigene Mittel</b>			
Grundkapital .. . . . .	900.000.000		900.000
Gesetzliche Rücklage .. . . . .	31.000.000		13.000
Freie Rücklage .. . . . .	<u>548.000.000</u>		224.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen .. . . . .		1.479.000.000	1.137.000
		701.938.609	353.341
<b>Ergebnisrechnung</b>			
Gewinnvortrag .. . . . .	569.932		36
Gewinn des Geschäftsjahres .. . . . .	<u>572.078.542</u>		344.409
		572.648.474	344.445
		<u>142.051.963.502</u>	<u>86.052.444</u>

## Bilanzvermerke

Zur Gewährleistung gegenüber Dritten verwendete Aktiva der Bank ..	302.500	302
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt) .. . . . .	19.428.318.925	15.529.832
Gewährleistungen für Rechnung Dritter .. . . . .	281.616.524	152.161

## Gewinn- und Verlustrechnung

	Francs	Francs	30. 9. 1974 in 1000 LF
<b>Aufwendungen</b>			
Zinsen und Provisionen .. . . . .	7.079.632.802	6.383.132	
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen .. . . . .	27.067.665	21.624	
Steuern und steuerähnliche Abgaben .. . . . .	518.045.872	311.826	
Sachaufwand für das Bankgeschäft .. . . . .	<u>11.060.469</u>	9.416	
	556.174.006	342.866	
Rückstellungen und Wertberichtigungen .. . . . .	461.746.677	195.343	
Abschreibungen .. . . . .	1.421.542	915	
Sonstige Aufwendungen .. . . . .	270.450.069	261.234	
<b>Gewinn des Geschäftsjahres</b> .. . . . .	<u>572.078.542</u>	344.409	
	8.941.503.638	7.527.899	
<hr/>			
<b>Erträge</b>			
Zinsen und Provisionen .. . . . .	8.167.981.386	6.988.719	
Sonstige Erträge .. . . . .	660.372.616	539.180	
<b>Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen</b> .. . . . .	<u>113.149.636</u>	—	
	8.941.503.638	7.527.899	
<hr/>			

# **Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on February 4, 1976 for the Business Year 1974/75**

## **General survey**

During the past financial year, the economic development of almost all western economies was characterised by increasing numbers of unemployed and declining gross national products. Persistent recession in the various industrialised nations led, for the first time since the end of the Second World War, to a fall in the volume of world trade. Due to this development and the strong growth of exports to the OPEC countries, it was possible to reduce the extreme payments imbalances between the big industrial nations and the OPEC states. At the same time, however, the financial situation of the so-called "Fourth World" countries has become more critical.

In 1974, besides its commercial business, the Euromarket had been confronted with the task of helping to finance the balance of payments deficits of the big industrial nations. In 1975, the accent shifted to the financing of industrial projects and commercial world trade. The structure of debtors changed markedly in favour of the developing countries. Their share of published new credits reached roughly 68% (1974: 28%) compared with 17% (1974: 65%) for the western industrial nations. In addition, a number of OPEC states borrowed considerable amounts due to their comprehensive industrialization programmes; they accounted for one third of total new credits raised by developing countries in the year under review. The state-trading nations, also, with 12% of total volume (1974: 5%) took a growing share of new indebtedness. The Euromarket's rapid adjustment to this change enabled it to become, once again, a balancing factor in international finance markets.

After the recessive development at the end of 1974, medium-term Eurocredit business recovered strongly in the course of 1975. Credits granted during the year under review totalled roughly US\$ 16 bn. For the first time in the history of the Euromarket, developing countries, including several OPEC states, appeared as larger-scale individual borrowers. After their experiences in the 1974 crisis of confidence, market participants paid close attention to securing the necessary provision against contingencies in expanding the volume of credit. Thus, a more rigorous selectivity with respect to creditworthiness and the adherence to a stable structure of terms and conditions could be observed. However, towards the end of 1975, there were a few isolated instances of falling spreads and longer maturities (up to 7 years).

Interest rates, which had reached a peak in 1974, eased during the year under review. Under the influence of the expansive monetary policy pursued by the big industrial nations, this falling trend in interest rates – apart from short interruptions – continued into October on the important finance markets. Only the US-Dollar interest rate increased at the end of August and stabilised at a somewhat higher level. The most important investors in 1975, as in the previous year, were the OPEC states and investors from the western industrial nations. OPEC investments declined gradually in the course of the year, whilst deposits from the European industrial countries and the USA increased in significance.

After a two-year process of contraction, Eurobond business revived again in 1975. Only the temporary freeze on new foreign DM bond issues damped this development slightly for a time. In 1975, the total volume of international public bond issues amounted to roughly US\$ 7.4 bn. (1974: US\$ 1.7 bn.). Parallel to the Euromoney markets, maturities of international bond issues were mostly limited to the medium term.

The Euromarket showed optimism in 1975 and this was reflected in growth which, even at the end of 1974, was still not expected. This development can be attributed, in the main, to the fact that the market was able to overcome, rapidly and flexibly, the difficulties burdening it. On the whole, a favourable forecast may be made for the further development of the market over the foreseeable future. In conditions of persistent, though restrained, growth, borrowers and investors alike can continue to look upon the market as an indispensable and interesting alternative, to national money and credit markets. It is to be hoped that market participants remain conscious of their responsibility and preserve the efficiency of the market through sensible behaviour.

## **Development of our bank's business**

Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG has, since it was established in 1970, operated exclusively in short and medium-term financing, and money and securities dealings in the international field. Our bank's endeavours to further strengthen its market position were once again successful in the past (5th) business year, despite the generally difficult situation on the financial markets.

The balance sheet total rose by LF 56.0 bn. (DM 3.6 bn.) to LF 142.1 bn. (DM 9.1 bn.) Business thus expanded more than ever before.

This development was mainly due to credit business, which almost doubled, largely owing to the renewed heavy demand from the Federal Republic of Germany. Once again, the syndication of large international credits formed the major part of our activities in the credit sector, with state bodies, central banks and multinational concerns accounting for an increasing proportion of the borrowers. The total credit volume amounted at balance sheet date to LF 96.8 bn. (DM 6.2 bn.), as compared with LF 52.4 bn. (DM 3.4 bn.) in the preceding year; the ratio to the balance sheet total rose to 68%.

With the sustained expansion of credit business our business policy continued to place special emphasis on the credit standing of the borrowers and on business terms in line with market requirements. There is a limit on the total volume of our roll-over commitments.

After the confidence crisis on the Euromarket was overcome, our activities in the money-dealing sector revived again; this is reflected in the growth of our balances with banks.

The development of our lending business brought an increase in the funds required for refinancing, which was covered by bank borrowing. The liabilities to banks and non-banking finance establishments rose by LF 58.5 bn. (DM 3.8 bn.) to LF 130.1 bn. (DM 8.4 bn.). Considerable funds were once again administered by the bank for foreign central banks.

Following a strong rise in the previous year, deposits of non-bank customers decreased to LF 5.5 bn. (DM 0.4 bn.); their share of total funds from outside sources, which has always been low, was 4% as at balance sheet date.

The items "Miscellaneous" shown under assets and liabilities consists mainly of interest due and owing calculated up to the balance sheet date.

After making up the compulsory global adjustment, "Provisions for contingencies and depreciation" are shown at LF 702 m. (DM 45 m.). A comparison with the level of the previous year shows that this item of the balance sheet, which is in the nature of a reserve, was almost doubled. Adequate provision has therefore been made for contingent risks. Securities have again been valued according to the lowest value principle.

Our bank has made allowance for the strong expansion of business by increasing the capital in October

1975 by LF 600 m. (approx. DM 40 m.) from LF 900 m. (approx. DM 60 m.) to LF 1,500 m. (approx. DM 100 m.). In addition, LF 570 m. (DM 37 m.) of the profits for the business year ended on 30. 9. 1975 are to be allocated to the reserves to strengthen our own funds even further. When this transfer has been effected, our own funds will amount to LF 2,649 m. (DM 170 m.).

We should like to express our thanks here to our staff whose enterprise and diligence contributed to the results achieved.

We propose that the Ordinary General Meeting approve the Balance Sheet and the Profit and Loss Account per 30. 9. 1975 and that it resolve as follows on the appropriation of the profit:

Allocation to legal reserve fund	...	...	LF	48,000,000
Allocation to free reserve fund	...	...	LF	522,000,000
<b>Emoluments of Board of Directors and</b>				
Auditor	...	...	LF	2,250,000
Brought forward	...	...	LF	<u>398,474</u>
			LF	<u>572,648,474</u>

	Position as at end of business year				
	- in millions of LF -				
	1974/75	1973/74	1972/73	1971/72	1970/71
Balance sheet total .....	142,052	86,052	61,796	35,984	29,428
Balances with banks					
a) payable on demand/from interest arbitrage transactions .....	40,332	30,436	31,674	12,518	11,870
b) loans to banks .....	10,601	10,836	5,722	4,130	1,686
total .....	50,933	41,272	37,396	16,648	13,556
Other advances .....	83,998	38,667	21,099	17,832	15,119
Credit volume .....	96,827	52,414	27,350	22,195	16,873
(Loans to banks, advances to non-banking finance establishments, other advances, bills discounted)					
Liabilities to banks/deposits of non-banking finance establishments .....	130,099	71,615	55,999	31,789	26,120
Capital and reserves .....	1,479	1,137	709	434	420
Provisions for contingencies and depreciation .....	702	353	158	150	154
Disposable profit .....	573	344	128	96	15

Luxembourg, January 14, 1976

THE BOARD OF DIRECTORS

## Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on February 4, 1976

During the past financial year I have exercised my right to supervise and examine all the activities of the Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG and have audited the annual statement of accounts presented to me as per September 30, 1975 by the Board of Directors of the company in accordance with Article 25 of the Articles of Association.

As the result of my audit I have found that the statement of accounts has been duly compiled from the company's books in compliance with the legal requirements.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account as per September 30, 1975 be approved in the form submitted.

Luxembourg, January 14, 1976

THE AUDITOR

**Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG**

**Assets**

	Francs	Francs	30/9/1974 in 1000 LF
<b>Current Assets</b>			
Liquid assets:			
cash .. . . . .	167,238	123	
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month .. . . . .	<u>26,738,184,035</u>	<u>26,738,351,273</u>	<u>13,504,260</u>
Balances with banks for periods of more than 1 month .. . . . .	24,195,052,977	27,767,990	
Advances to non-banking finance establishments	1,802,860,519	2,648,569	
Bills discounted .. . . . .	424,973,912	262,042	
Other advances:			
secured .. . . . .	31,150,004,194	19,364,247	
unsecured .. . . . .	<u>52,847,725,459</u>	<u>83,997,729,653</u>	<u>19,302,811</u>
Securities:			
foreign state and municipal securities .. . . . .	435,564,669	411,202	
other interest-bearing securities .. . . . .	<u>760,432,584</u>	<u>1,195,997,253</u>	<u>701,629</u>
Miscellaneous .. . . . .	2,044,740,366	1,112,831	
Fiduciary accounts .. . . . .	1,645,754,629	1,618,795	
<b>Fixed Assets</b>			
Investments in subsidiaries .. . . . .	1,498,159	5,931	
Furniture and equipment .. . . . .	5,004,761	2,432	
<b>====</b>			
<b>=====</b>	<b>142,051,963,502</b>	<b>86,052,444</b>	

# Balance Sheet September 30, 1975

## Liabilities

	Francs	Francs	30/9/1974 in 1000 LF
<b>Current Liabilities</b>			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month .....		54,946,638,269	32,345,831
Liabilities to banks for periods of more than 1 month .....		74,312,250,128	38,929,866
Deposits of non-banking finance establishments .....		840,172,500	339,702
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month .....	1,070,511,155		2,126,039
for periods of more than 1 month .....	<u>4,403,213,148</u>		8,145,929
Sundry creditors .....		5,473,724,303	10,271,968
Outstanding commitments for unpaid subscriptions on subsidiaries .....		1,757,605	1,595
Miscellaneous .....		—	3,522
Fiduciary accounts .....		2,078,078,985	1,862,761
<b>Capital and Reserves</b>			
Capital .....	900,000,000		900,000
Legal reserve .....	31,000,000		13,000
Free reserve .....	<u>548,000,000</u>		224,000
Provisions for contingencies and depreciation .....		1,479,000,000	1,137,000
		701,938,609	353,341
<b>Profit and Loss Account</b>			
Balance brought forward .....	569,932		36
Profit for the financial year .....	<u>572,078,542</u>		344,409
		572,648,474	344,445
<b>Contingent Accounts</b>			
Bank assets pledged as security .....		302,500	302
Commitments .....		19,428,318,925	15,529,832
Guarantees on behalf of third parties .....		281,616,524	152,161

## Profit and Loss Account

	Francs	Francs	30/9/1974 in 1000 LF
<b>Expenditure</b>			
Interest and commissions .....		7,079,632,802	6,383,132
General expenses:			
salaries and wages .....	27,067,665		21,624
taxes and other contributions .....	518,045,872		311,826
other operating expenses .....	11,060,469		9,416
		556,174,006	342,866
Provisions for contingencies .....		461,746,677	195,343
Depreciations .....		1,421,542	915
Other expenses .....		270,450,069	261,234
<u>Profit for the financial year</u> .....		572,078,542	344,409
		8,941,503,638	7,527,899
<b>Revenue</b>			
Interest and commissions .....		8,167,981,386	6,988,719
Other income .....		660,372,616	539,180
<u>Release of provisions for contingencies and depreciation</u> .....		113,149,636	—
		8,941,503,638	7,527,899



